



APAVE
AGENCE DE ROUEN 2 rue des
Mouettes CS 90098
76132 MONT-SAINT-AIGNAN
CEDEX
Tél. : 02 35 52 60 60

DONNEUR D'ORDRE
Monsieur COMMUNE DE ROMILLY SUR ANDELLE
(MAIRIE)
1 TER RUE NEUVE 27610 ROMILLY-SUR-
ANDELLE
CONTACT : Monsieur FORME



Rapport de repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de Santé Publique à intégrer au Dossier technique amiante

Numero d'affaire : **A320507426**
Numero de rapport : **33652**
Date : **02/12/2021**
Version 01

Lieu d'intervention :

Bâtiment
Atelier du Marais
rue Neuve
27610 ROMILLY-SUR-ANDELLE

Destinataire rapport :
Monsieur COMMUNE DE ROMILLY
SUR ANDELLE (MAIRIE)

Date d'intervention :
Du **02/12/2021** au **02/12/2021**

Intervenant : **Monsieur Zakariya**
BOUKAYOUA

Signature :

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité
Nombre de pages total du document : 13 pages



SOMMAIRE :

INFORMATIONS GÉNÉRALES	3
DESIGNATION DU BATIMENT	3
DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	3
DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE	3
EXÉCUTION DE LA MISSION	3
SIGNATURE DE L'OPÉRATEUR DE REPERAGE	3
CONCLUSION(S) DU RAPPORT	3
LISTE DES LOCAUX NON VISITES :	4
LISTE DES ÉLÉMENTS NON INSPECTÉS :	4
RESULTATS DU REPERAGE	4
MATÉRIAUX DE LA LISTE A CONTENANT DE L'AMIANTE	4
MATÉRIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE	4
MATÉRIAUX OU PRODUITS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE	4
PRECONISATIONS	4
COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION	5
OBJECTIF	5
REFERENCES RÉGLEMENTAIRES ET NORMATIVES	5
CONDITIONS DE RÉALISATION DU REPERAGE	5
PROGRAMME ET PÉRIMÈTRE DE LA MISSION	6
RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)	6
ANNEXE CROQUIS	7
ANNEXE ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	9
ANNEXE PROCES VERBAUX D'ANALYSES	10
ANNEXE ATTESTATION DE COMPÉTENCE	11
ANNEXE ATTESTATION D'ASSURANCE	12

1	INFORMATIONS GÉNÉRALES
1.1	DÉSIGNATION DU BATIMENT

Adresse : **Atelier du Marais
rue Neuve
27610 ROMILLY-SUR-ANDELLE**

Numéro de Lot :
Date du Permis de Construire : **Antérieur au 1er juillet 1997**

Étage :
Escalier :
Bâtiment :
Porte :

Nature du bâtiment : **Bâtiment**
Cat. du bâtiment :

1.2	DÉSIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE	DÉSIGNATION DU PROPRIÉTAIRE
Nom :	Monsieur COMMUNE DE ROMILLY SUR ANDELLE (MAIRIE)	Nom : Monsieur COMMUNE DE ROMILLY SUR ANDELLE (MAIRIE)
Adresse :	1 TER RUE NEUVE 27610 ROMILLY-SUR-ANDELLE	Adresse : 1 TER RUE NEUVE 27610 ROMILLY-SUR-ANDELLE

1.3	EXÉCUTION DE LA MISSION
<p>Rapport N° : 33652 ATELIER DU MARAIS</p> <p>Repérage réalisé par : BOUKAYOUA Zakariya N° certificat de qualification : CPDI 5637 Version 001 Date d'obtention : 11/03/2020 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : I CERT</p> <p>Date de la commande : 02/12/2021 Accompagnateur : Aucun</p>	<p>Laboratoire d'Analyses : Eurofins CeBat Adresse laboratoire : ZI de Petite Synthe B1, 1294 Rue Achille Pères 59640 DUNKERQUE</p> <p>Numéro d'accréditation : 1-1935</p> <p>Organisme d'assurance professionnelle : AXA FRANCE IARD Adresse assurance : 313 Terrasse de l'ARCHE 92727 NANTERRE CEDEX</p> <p>N° de contrat d'assurance : 5271124804 Date de validité : 31/12/2021</p>

1.4	SIGNATURE DE L'OPÉRATEUR DE REPERAGE	DATE D'ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT
Nom du diagnostiqueur : BOUKAYOUA Zakariya AGENCE DE ROUEN 2 rue des Mouettes CS 90098 76132 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX		Lieu et date d'établissement du rapport Fait à MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX le 02/12/2021
Signature		



2	CONCLUSION(S) DU RAPPORT
---	--------------------------

Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante

2.1 Liste des locaux non visités :

Aucun

2.2 Liste des éléments non inspectés :

Aucun

3 RESULTATS DU REPERAGE

Dans le cadre de cette mission, l'intervenant Apave a examiné uniquement les composants et les locaux ou les volumes auxquels il a pu accéder dans des conditions normales de sécurité.

3.1 Matériaux de la liste A contenant de l'amiante

Absence

3.2 Matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante
3.2.1 Matériaux et produits nécessitant une évaluation périodique (EP)

Etage	Local	Composant	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage
Extérieur	EXTERIEUR	Couverture	Plaques en fibrociment	Document consulté	

EP / Recommandation de gestion : Le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate. Il convient de :

- Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

3.2.2 Matériaux et produits nécessitant une action corrective de premier niveau (AC1)

Absence

3.2.3 Matériaux et produits nécessitant une action corrective de second niveau (AC2)

Absence

3.3 Matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante

Néant

4 PRECONISATIONS

Le présent document constitue un élément important du dossier technique amiante qui doit être mis à jour et tenu à la disposition :

- des occupants de l'immeuble, des employeurs, des représentants du personnel et des médecins du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail et communiqué :
- aux opérateurs de repérage amiante pour les diagnostics avant démolition totale ou partielle.
- toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti
- aux personnes mentionnées à l'article 1334-29-5, paragraphe 2, 2^{ème} alinéa.

Toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant, doit être avertie de la présence d'amiante.

L'opération de repérage devra être étendue aux locaux fermés ou non visités et aux éléments non inspectés s'ils existent

Nous vous rappelons que des dispositions spécifiques de protection des travailleurs intervenant sur les matériaux et produits contenant de l'amiante sont stipulées dans le cadre du code du travail. Elles comprennent notamment l'obligation d'élaborer une analyse de risque et un mode opératoire pour éviter toute action pouvant libérer des fibres dans l'air (ponçage, frottement, perçage, découpage...).

Nous vous conseillons de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé pour concevoir le projet de suppression de l'amiante et à une entreprise spécialisée pour réaliser les investigations approfondies avec sondages destructifs et les travaux de démolition conformément aux recommandations de la CNAMTS, des CARSAT – CRAM – CGSS, des guides de l'INRS et de l'OPPBTP, et des directives de l'inspection du travail.

5	COMMENTAIRES RELATIFS A LA PRESTATION
5.1	OBJECTIF

La prestation a pour objectif de réaliser le repérage des matériaux ou produits des listes A et B contenant de l'amiante dont le propriétaire doit disposer lors de la mise en vente de son immeuble ou de la constitution du dossier technique amiante.

5.2	REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES
------------	--

Décret n° 2010 – 1200 du 11 octobre 2010 pris en application de l'article L 271-6 du code de la construction et de l'habitation,

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires)

Articles R 1334-15 à R 1334-18, articles R 1334-20 et R1334-21 du Code de la Santé Publique

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis

Ordonnance n° 2005-655 du 8 juin 2005 (Article L 1334-13 du code de la santé publique)

Norme NF X46-020 août 2017

5.3	CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE
------------	--

Moyens mis à disposition de l'opérateur : Néant

Documents remis : Néant

Commentaire : Néant

Conditions du repérage : Le présent document concerne des matériaux ou produits visibles et accessibles conformément au code de la santé publique. Il n'exclut pas la présence d'amiante dans d'autres parties d'ouvrage pour lesquelles un repérage complémentaire doit être réalisé en cas de travaux ou de

démolition. Par conséquent, le présent rapport ne peut être considéré comme attestant de l'absence d'amiante dans les autres matériaux ou produits présents dans le bâtiment objet du repérage.

6 PROGRAMME ET PERIMETRE DE LA MISSION

Notre inventaire porte spécifiquement sur les matériaux et produits définis dans le PROGRAMME DE REPERAGE DE L'AMIANTE dans les matériaux ou produits mentionnés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique.

Liste des locaux (visités / non visités) :


Etage	Local / partie d'immeuble	Visité	Justification
Extérieur	EXTERIEUR	OUI	

7 RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)

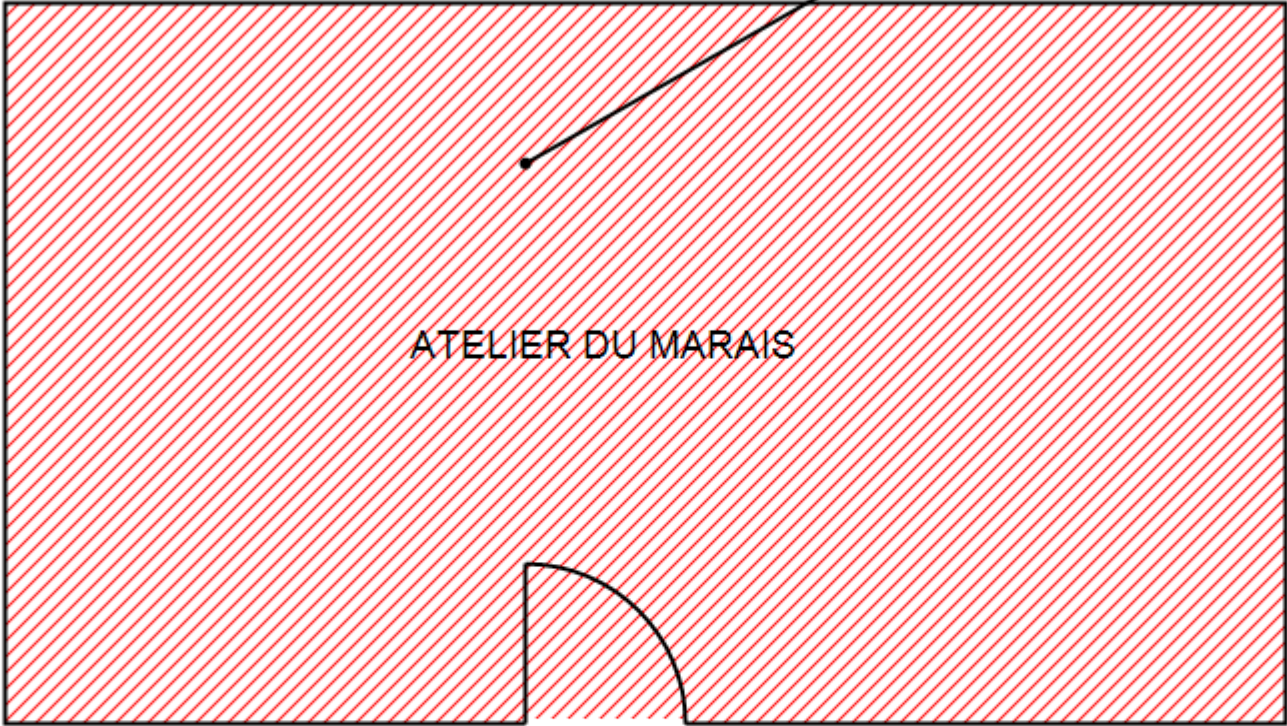
Rapports précédents :

Date	Référence	Société	Objet	Conclusions
30/03/2005	5030226O	CABEXIMO	Rapport de repérage des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de Santé Publique à intégrer au Dossier technique amiante	

ANNEXE CROQUIS

		Planche de repérage		
Client :	COMMUNE DE ROMILLY SUR ANDELLE (MAIRIE)	Titre :	SCHEMA DE LOCALISATION	
N° rapport :	33652 ATELIER DU MARAIS	Lieu d'intervention : Atelier du Marais rue Neuve 27610 ROMILLY-SUR-ANDELLE		
N° planche :	1/1			Version : 0
Type :	Croquis			
Date :	02/12/2021	Bâtiment :		
Intervenant :	BOUKAYOUA Zakariya	Etage :		
Origine du plan :	Croquis ou document transmis	Commentaire :		

Couverture
Plaques en fibrociment Présence d'amiante
SCORE EP



ATELIER DU MARAIS

ANNEXE ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS
EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX DE LA LISTE B N° 1

**En cas de présence avérée d'amiante dans les matériaux
A compléter pour chaque pièce ou zone homogène de l'immeuble bâti**

Eléments d'information généraux	
N° de dossier	A320507426 A 33652 ATELIER DU MARAIS
Date de l'évaluation	02/12/2021
Bâtiment	Bâtiment
Etage	Extérieur
Pièce ou zone homogène	EXTERIEUR
Elément	Couverture
Matériau / Produit	Plaques en fibrociment
Repérage	Toiture
Destination déclarée du local	EXTERIEUR
Recommandation	Evaluation périodique

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		Risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			Risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>			Risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
		Ponctuelle <input type="checkbox"/>	Risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>		Risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
		Généralisée <input type="checkbox"/>		AC2

ANNEXE PROCES VERBAUX D'ANALYSES

ANNEXE ATTESTATION DE COMPETENCE



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI5637 Version 001

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur BOUKAYOUA Zakariya

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante sans mention Amiante Sans Mention*

Date d'effet : 11/03/2020 - Date d'expiration : 10/03/2027

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 20/05/2020.



Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ou Arrêté du 8 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

I.Cert
Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnosticteur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

cofrac
ACCREDITATION
N° 4-0122
PORTÉE
CERTIFICATION
DE PERSONNES
WWW.COFRAC.FR

CPE DI FR 11 rev14

ANNEXE ATTESTATION d'ASSURANCE

Contrat RC n° 5271124804 1/2



AXA France IARD
DIRECTION ENTREPRISES
Production R.C. – Grands Comptes
Télécopie 01.57 65 07 90

ATTESTATION

Nous, soussignés, AXA FRANCE IARD S.A., Société d'Assurance dont le Siège Social est situé 313, Terrasse de l'Arche – 92727 NANTERRE Cedex, atteste par la présente que l'assuré :

APAVE
Immeuble Canopy
6 rue du Général Audran
92400 COURBEVOIE

Agissant tant pour son compte que pour celui de **APAVE NORD-OUEST SAS**.

est couvert contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu'il pourrait encourir à la suite de dommages causés dans le cadre de l'exercice de sa profession, par le contrat n° 5271124804, souscrit auprès de notre Société, pour les activités et les montants de garanties suivants :

Activités assurées

Prestations techniques (y compris maintenance) et intellectuelles pour la maîtrise des risques humains, techniques et environnementaux, articulée autour des principaux métiers suivants :

- inspection et vérification des installations techniques, équipements et process
- bâtiment et génie civil
- essais, mesures et métrologie
- laboratoires d'analyses (non médicales)
- conseils
- formation
- certification, contrôle, qualification et homologation

y compris fabrication et vente de produits dans le cadre de ces activités, à destination de tous les secteurs d'activité.

A l'exclusion :

- des missions de Contrôle Technique relevant de la loi Spinetta visées à l'article L 111.3 du Code de la construction et de l'habitation
- des travaux de désamiantage (enlèvement de l'amiante friable et non friable)
- des activités de classification et certification de navires et unités offshore.

Contrat RC n° 5271124804 2/2

TABLEAU DE GARANTIES

Les garanties s'exercent à concurrence des montants suivants :

Nature des garanties	Limites des garanties
Responsabilité Civile Exploitation / Après Livraison / Professionnelle Limite générale « Tous dommages corporels, matériels et immatériels » confondus <i>Sans pouvoir excéder pour :</i>	5 000 000 € par année d'assurance
a) les dommages immatériels non consécutifs	5 000 000 € par année d'assurance
b) les atteintes à l'environnement accidentelles sur sites des assurés non soumis à Autorisation ou Enregistrement	2 500 000 € par année d'assurance
c) tous dommages corporels, matériels et immatériels aux Usa/Canada	5 000 000 € par année d'assurance
<i>sous-limités :</i> c.1) Dommages immatériels aux USA CANADA	1 000 000 € par année d'assurance
d) tous dommages causés par l'amiante et le plomb *	2 500 000 € par année d'assurance *

*Il précisé que cette garantie s'exerce également dans la limite des montants de garanties précités ou indiqués aux conditions particulières, en fonction de la nature des dommages.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2021 au 31/12/2021** inclus sous réserve du règlement de la prime et des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 23/12/2020
Pour servir et valoir ce que de droit.

POUR L'ASSUREUR :



COURTIER EN ASSURANCE
 Adresse postale :
 12 rue de Kerogan - CS 44012
 92011 Nanterre Cedex
 TEL : 01 41 20 20 20 - 01 41 20 20 21
 E-MAIL : courtier@courtier.fr - www.courtier.fr